

PEUT-ON VAINCRE LA DÉFIANCE ?

Nous accueillons ce mois-ci Jean-Pierre Le Goff, sociologue et philosophe, auteur de nombreux ouvrages sur l'évolution de nos modes de vie et de nos repères, dont le plus récent est *La Société malade : comment la pandémie nous affecte* (Éditions Stock, 2021). Il échange avec Jean-Louis Sanchez, notre directeur éditorial, spécialiste des problématiques de lien social et de décentralisation.

Jean-Louis Sanchez : Ton dernier livre tire un certain nombre d'enseignements de l'impact de la pandémie sur l'état et sur l'avenir de notre société. Cela te permet notamment de réinterroger l'influence de l'"entre-soi", de l'individualisme, du communautarisme, sur notre avenir commun. Cette défiance généralisée envers les autres est-elle irréversible ?

Jean-Pierre Le Goff : En effet, dans mon livre, je cherche à montrer que la pandémie constitue une sorte de verre grossissant d'un certain nombre de problèmes qui sont apparus bien antérieurement, en provoquant d'importantes fractures sociales et culturelles. Mais cette fois-ci on assiste aussi à un retour du tragique, de la maladie et de la mort. Ce qui s'était déjà produit lors des vagues d'attentats islamistes. Toutefois, à la différence de cette période, tout le monde se sent plus directement menacé. D'autre part, nous sommes entrés davantage dans une époque où les grands événements historiques nous atteignent instantanément par les médias et les réseaux sociaux. Le tragique entre dans notre espace privé par l'intermédiaire d'images et de commentaires qui se répètent en boucle, en suscitant ainsi des émotions et des réactions sans aucun recul. Or, cette situation engendre bien des confusions. Nous sommes prisonniers d'une bulle langagière et communicationnelle, qui pose un vrai problème de civilisation. On tend l'oreille, on essaie de comprendre, et puis très vite chacun s'enferme dans une direction,

y compris chez les scientifiques, les médecins, sans débat véritable et cohérence entre eux. L'effet de tout ça, c'est la désorientation sociale, qui engendre fatigue et désarroi. Or, c'est à ce moment-là, et j'insiste beaucoup sur ce point, que les idéologies les plus rétrogrades peuvent se greffer sur des individus désorientés, et qu'un parti "de l'ordre" au sens négatif du terme peut en tirer profit.

JLS : Nous avons le sentiment de notre côté que la pandémie, en montrant les fragilités de nos sociétés et de nos démocraties, peut aussi nous inciter à rechercher de nouveaux modes de développement, avec d'autres rapports à la consommation, à l'environnement, au lien social. On sent très nettement cette aspiration dans la jeunesse, et les entretiens que nous avons menés ces derniers mois avec de nombreux maires nous confirment le désir des populations d'un nouveau projet de société. Cela nous encourage à poursuivre notre combat pour redonner tout son lustre au pacte républicain dans sa perspective fraternelle. D'ailleurs, nous allons soutenir la démarche initiée lors du 1^{er} Congrès des journées citoyennes, pour faire du 25 septembre 2021 une grande journée nationale de la citoyenneté et de la fraternité. Et je n'oublierai pas de mentionner que l'émergence de nouvelles formes de travail permet et réhabilite l'intérêt de vivre dans des territoires moins peuplés, où peuvent se redéployer plus facilement des solidarités naturelles.



© Le Jas

JPLG : Cette aspiration à vivre hors des métropoles peut aussi engendrer des désillusions, car tout le monde n'a pas les moyens de choisir son mode de travail et de vivre ailleurs. Je pense aussi qu'il y a un risque d'angélisme, c'est-à-dire qu'on espère trouver dans le village une convivialité de l'ancien monde qui n'est plus. Car, depuis les années 1950-1960 avec la modernisation de l'agriculture, on a mis fin à la civilisation paysanne, au profit d'une société de consommation et de loisirs. Aujourd'hui on questionne les limites de cette société, mais, il faut en être conscient, celle-ci a représenté un grand progrès et on ne pourra pas revenir en arrière. Mais la grande question est celle de la restauration d'une culture commune. Il s'avère de plus en plus nécessaire de recomposer un nouveau creuset culturel, un récit commun, mais pas au sens idéologique du terme. Le but doit être d'œuvrer sur des perspectives collectives, aptes à combattre le repli sur soi, afin de rétablir une vision commune de notre avenir.

JLS : Je suis absolument d'accord avec toi. Car, malgré les ambitions de la République rappelées dans notre devise, nous n'avons pas su promouvoir l'importance de l'interdépendance. Alors que les mots liberté et égalité sont fréquemment utilisés, celui de fraternité

l'est rarement. On accepte de plus en plus l'idée que l'homme libéré ne nécessite plus de référence commune. Il est en soi "la" référence. Ce qui explique que les responsables politiques n'évoquent aucunement la nécessité de fédérer toutes les composantes de la société française autour de grands projets. Comme s'ils avaient cessé de croire que c'est de l'attachement à des repères collectifs que dépend la solidité d'une société, sa sécurité, son avenir. Dorénavant le problème est donc de savoir si, sous la pression de la crise sanitaire, les acteurs politiques vont être capables de redéfinir un cadre éthique.

JPLG : Malheureusement, je crains que les acteurs politiques ne se soient désarticulés de l'Histoire. Ils font ce qu'ils peuvent dans un monde chaotique. Emmanuel Macron l'a d'ailleurs reconnu : dans cette pandémie, les gouvernants gèrent l'imprévu en temps réel, et ils sont en réactivité constante en raison de l'instabilité des situations. C'est ce qui les empêche d'agir sur les questions fondamentales. On n'a plus de vision prospective, je dirais même de préoccupation civilisationnelle. Un ouvrage vient d'être publié sur les relations entre De Gaulle et Pompidou de 1944 à 1959. S'ils étaient capable d'engager des réformes sur

des problèmes concrets et immédiats, ils avaient toujours à l'esprit le devenir de notre civilisation, en s'inspirant bien évidemment de son passé. Aujourd'hui, la nouvelle génération d'acteurs politiques a été éduquée dans un terreau nouveau, où ils n'ont pas connu les grands drames historiques de leurs prédécesseurs. Il leur manque une colonne vertébrale, pour éviter de se noyer dans la gestion, dans la réactivité et l'émotion, au détriment d'une vision longue et des besoins réels des gouvernés. Ceux-ci attendent pourtant avant tout une vision claire de notre identité : où va ce pays ? d'où vient-on ? Et il n'attendent pas une identité forcément figée, qui n'évoluerait pas, mais une continuité historique qui rassemble et rassure. Or, ce qu'on propose est exactement l'inverse, avec des ruptures événementielles qui se renouvellent constamment, ce qui suscite de l'angoisse, de la méfiance, et sur lesquelles se greffent la désorientation et le complotisme.

JLS : Parmi les causes de ce désordre, je vois aussi un déficit d'éducation au civisme, à l'histoire, à la philosophie. L'école a perdu sa vocation à ouvrir l'esprit critique, à donner les clés de compréhension du monde dans lequel nous vivons. Partout, on ne raisonne plus que de façon étroite, très éloignée d'une vision englobant la complexité de chaque problématique. C'est particulièrement le cas des médias, qui entretiennent l'appauvrissement de la pensée. Quand l'éthique n'est plus une boussole, la plupart d'entre eux se contentent d'explorer le pire, en négligeant les multiples signes d'une recherche collective de renouveau. Ce qui conforte les dirigeants dans leur manque d'ambition. Autrement dit, si nous avons des responsables nationaux qui s'enferment dans la seule gestion des intérêts individuels et immédiats, c'est parce que leur vision du monde repose sur une multitude de clichés entretenus par les médias et les réseaux sociaux, où l'homme n'apparaît plus que comme consommateur insatiable et peu soucieux des autres. Or c'est une vision caricaturale.

JPLG : Ce n'est pas parce qu'on ne maîtrise pas l'histoire qu'on doit se contenter de la commenter. Certes, les civilisations peuvent mourir, mais on peut aussi essayer de réconcilier la modernité et la démocratie. Tout le problème est de savoir comment retisser le fil avec notre histoire pour retrouver l'estime de nous-mêmes. C'est un travail de reconstruction qui nécessite un lien de transmission et une collaboration entre

générations. Et ce lien n'est pas facile à construire. J'ai pu le constater en animant un club de réflexion qui s'appelle "Politique autrement" : comme la plupart des associations, quand dans une salle de cent personnes, il y a dix ou vingt jeunes de vingt ou trente ans, on en est content. On est confrontés à quelque chose d'inédit. C'est bien évidemment dû à des raisons objectives de disponibilité, mais c'est aussi largement dû, comme tu le disais, à l'évolution du tissu éducatif et de l'enseignement. J'entendais Emmanuel Macron dans la cour de la Sorbonne se référant à Jaurès. Très bien, mais je n'ai pas pu m'empêcher de penser que, si cette référence était agréable à entendre, elle était très éloignée de la réalité. Quel est le rapport des "hussards noirs" de la République, qui étaient portés par une dynamique humaniste, qui étaient des militants, avec des enseignants qui aujourd'hui ne savent pas comment faire face à des questions désarçonnantes sur l'histoire et la religion. C'est d'autant plus navrant que je pense qu'il existe en creux une demande de filiation historique chez les jeunes générations. Ce n'est qu'une hypothèse, mais je crois que les jeunes souhaitent retrouver une patrie au sens noble du terme. Et c'est essentiel, car l'histoire qu'ils connaissent aujourd'hui, est une histoire essentiellement pénitentielle, qui nous dit que nous ne valons plus rien. C'est par exemple le cas avec les discours ambiants sur l'Algérie, avec la prétention de "réconcilier des mémoires". Mais ce n'est pas possible en partant d'une mésestime de soi. Comment peut-on intégrer des jeunes issus de l'immigration en leur disant, comme le président de la République l'a fait, que "notre pays a commis des crimes contre l'humanité en Algérie"? J'ai l'impression que sur chaque question on ne prend pas le temps de la réflexion, on utilise des mots inappropriés. Et ceci est particulièrement visible dans le champ législatif. On vote des lois qui nécessiteraient un débat calme et raisonné, comme l'euthanasie ou la PMA, sans en mesurer toute la portée. Certes, à chaque fois, on nous dit prévoir des bornes, mais en oubliant qu'il s'agit de questions anthropologiques fondamentales, qui mettent en cause la notion même de filiation et de civilisation.

JLS : Tout ceci est bien préoccupant. Mais comme tu le sais, je suis très attaché à l'idée qu'une majorité de maires ressentent fortement l'urgence de reconstruire une aspiration commune, une fierté collective. Je résume

souvent ma pensée dans une formule “Si la liberté et l'égalité sont principalement l'affaire de l'État, la fraternité est d'abord l'affaire des maires”, ce qui m'a conduit à écrire *Pour une République des maires* (Harmattan, 2008). Certains d'entre eux ont d'ailleurs pris, en relation étroite avec le milieu associatif, des initiatives remarquables comme l'instauration des journées citoyennes. Et ces mêmes maires souhaitent dorénavant, comme je l'ai déjà évoqué, que l'on instaure une journée nationale de la Fraternité, pour que, au-delà des sensibilités politiques, des générations et des origines culturelles, on se sente membres d'une même famille.

JPLG : Pour ma part, je reprendrai volontiers à mon compte la formulation empruntée à Gramsci : “pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté”. Car notre société est marquée aussi par le développement excessif du tourisme de masse, du festif, des spectacles, de l'événementiel à tout va. De plus, on vit dans la même société avec des anthropologies différentes : un rapport au monde, à la vie, aux autres, au tragique, qui n'est pas le même selon l'activité, les origines, l'insertion sociale. Et si rien n'est fait pour revitaliser l'idée de destin commun, tout devient

très difficile. À propos, par exemple, du défi de l'immigration, dans certains milieux de gauche, on a encore du mal à l'aborder clairement. Or, à force de diaboliser toutes les questions délicates, on laisse le champ libre aux extrêmes, qui exploitent ces questions à leur convenance. Il en va de même de l'histoire de notre pays qui, par exemple, en réaction au “politiquement correct” gauchisant, est souvent présentée de façon tendancieuse dans certaines émissions de télévision notamment sur C-News. Pourtant, malgré ces obstacles, je ne peux m'empêcher aussi de croire comme Péguy à l'existence de réserves d'humanité, qui ressurgissent alors qu'on ne s'y attend pas forcément. On l'a d'ailleurs bien vu pendant la pandémie. C'est sur ces forces-là qu'il faut s'appuyer, mais en évitant d'opposer la société civile et les institutions. Cette reconstruction se fera par en haut et par en bas, ou ne se fera pas. Il faut pouvoir tenir les deux bouts en même temps, c'est une des principales conclusions de mon livre. C'est à cette condition que, face à l'aléa et au tragique de l'histoire, sur fond d'angoisse, d'instabilité et de méfiance, on pourra retisser le lien entre les générations et retrouver un avenir porteur de progrès et d'émancipation.■

La société malade : comment la pandémie nous affecte



Partant de l'expérience vécue de la maladie, je voudrais montrer en quoi cette crise sanitaire est révélatrice d'un état problématique de notre société. La pandémie introduit sournoisement, massivement, l'angoisse de la maladie et de la mort ; elle fait apparaître la fragilité de la vie individuelle autant que collective, et notre relative impuissance devant un virus mal connu et contagieux. Face à cette épreuve, un président déclare le pays “en guerre”, des médias tournent en boucle, des médecins se disputent sur les plateaux... Des courants idéologiques gauchisants, des écologistes fondamentalistes, tout comme un courant de droite réactionnaire qui rêve de revenir en arrière en ont profité pour faire valoir leurs thèses : “On vous l'avait bien dit !” Les polémiques et les oppositions sommaires incitant les citoyens à choisir leur camp ont repris de plus belle. Comment s'y reconnaître dans tout ce fatras ?

La pandémie a révélé une société malade et fracturée, en même temps qu'elle a fait apparaître des “réserves d'humanité” qu'on aurait pu croire disparues à l'heure du repli individualiste et communautariste. Un tel élan est-il temporaire ou se prolongera-t-il par-delà le choc de la pandémie ?